

# Immigration : une politique indigne !

## Des populations stigmatisées

Depuis plusieurs décennies, c'est l'ère du soupçon institutionnalisé à l'égard de l'immigration : suspicion systématique ; obsession de la lutte contre la clandestinité, du contrôle, de la fraude ; refus de régularisation globale et répression accrue contre les sans-papiers, les demandeurs d'asile ; criminalisation des soutiens (individus et associations) "*délinquants de la solidarité*" coupables d'avoir aidé des étrangers en situation irrégulière...

Les rares occasions où l'immigration est abordée de façon positive, c'est uniquement lorsque celle-ci peut servir les intérêts nationaux (réponse au vieillissement de la population, apport de cerveaux étrangers, main d'œuvre spécialisée pour palier les manques dans certains secteurs...). En dehors de ces quelques exceptions, discours après discours, mesures après mesures, l'immigration est toujours présentée comme un problème et comme une menace. Dans ce cadre, les immigré(e)s sont traités comme des personnes aux droits limités, sur lesquels pèse le soupçon systématique de fraude et qui seraient en train d'envahir l'Europe en général, et plus particulièrement la France.

Chômage, précarité, insécurité, délinquance... tous les maux ou presque seraient d'une façon ou d'une autre plus ou moins directement imputables aux

## Sans papiers = travailleur idéal pour le patronat

Il est évidemment impossible, politiquement et techniquement, d'expulser du territoire français et européen les centaines de milliers de sans-papiers qui tentent d'y vivre. Villepin, Sarkozy, comme leurs différents homologues européens, le savent très bien. La fermeté affichée en la matière ne répond pas seulement aux nécessités d'une exploitation démagogique et d'une instrumentalisation électoraliste du thème insécurité = immigration, elle permet aussi de masquer une réalité bien différente. A savoir, la volonté des pays riches de maintenir sur leur territoire un "*quota officieux*" de travailleurs illégaux indispensables à la compétitivité (et donc à la survie) de certains secteurs de leur économie (BTP, confection, nettoyage, hôtellerie et restauration...).

Des centaines de milliers d'hommes et de femmes sont ainsi sciemment livrées à des patrons sans scrupules et à des marchands de sommeil. Ce qu'on leur demande, c'est

de bien vouloir rester dans l'ombre et d'accepter "*les règles du jeu*" liées à la clandestinité. Attitude cynique qui condamne ces personnes à renoncer à leur droit de vivre dans la dignité et les oblige à survivre au quotidien dans la crainte d'être débusqués au hasard d'un contrôle de routine, d'une vérification de papiers.

L'immigration assume un rôle de laboratoire de la flexibilité du travail et l'étranger sans titre représente pour l'employeur le travailleur idéal (pas de charges sociales, pas de contraintes réglementaires, une rémunération inférieure au SMIC...). Cette situation économique est assimilable à celle générée par une "*délocalisation sur place*" et s'inscrit de plein pied dans la logique libérale qui tend à imposer flexibilité et précarité à l'ensemble du salariat.

Constat qui ne peut qu'interpeller toute organisation syndicale.

immigré(e)s. Comme toujours, quand cela va mal, c'est de la faute de "*l'autre*".

L'ampleur des attaques portées ces derniers mois à l'encontre des sans-papiers témoigne clairement que le thème de l'immigration va être exploité avec toute la démagogie possible comme élément important de la stratégie de la Droite - attirer les voix de l'Extrême-droite xénophobe et raciste - dans la perspective des échéances électorales de 2007.

Une telle approche de l'immigration est irresponsable : elle déstabilise chaque jour davantage des populations entières (en situation régulière ou non) ; elle engendre son lot d'abus et de bavures ; elle favorise la montée de la xénophobie, du racisme, de l'exclusion et, par réaction, les communautarismes.

## Une surenchère répressive

Depuis plusieurs mois, nous assistons à un durcissement des pratiques administratives et policières qui génère une multiplication des situations dramatiques avec des conséquences humaines inacceptables et dangereuses - non seulement pour les intéressé(e)s mais aussi pour la démocratie dans son ensemble : mineurs isolés renvoyés dans les pays d'origine, enfants en bas âge arrêtés jusqu'à leur classe, suspicion généralisée sur les mariages, refus d'examen des preuves réelles de travail dans le dossier de régularisation, rendez-vous administratifs piégés dans les préfec-

## L'Europe une forteresse qui tue !

Si tous les jours des migrants meurent aux frontières de l'Europe, la guerre larvée engagée depuis plusieurs années à l'encontre de ceux-ci s'est transformée ces dernières semaines en véritable guerre ouverte.

Début octobre quatorze migrants africains sont morts, dont plusieurs tués par balles, et des centaines d'autres ont été blessés, en essayant de franchir la frontière entre le Maroc et les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla. Ceux qui sont parvenus à passer ont été renvoyés vers le Maroc qui a alors procédé à la déportation de plusieurs centaines de personnes dans le désert où ces enfants, ces femmes et ces hommes ont été abandonnés sans eau, sans vivres et sans assistance.

La responsabilité des différents gouvernements européens et de l'Union européenne - qui a promis 40 millions d'Euros au Maroc en échange "*d'un engagement fort et clair à lutter contre l'immigration clandestine*" - est directement engagée dans de tels crimes. Ces drames sont les résultats inéluctables d'une politique cynique qui vise à décharger l'Europe de ses responsabilités à travers une sous-traitance par des pays voisins de la prise en charge "*de la protection de ses frontières*".

La multiplication de telles tragédies démontre que la politique migratoire européenne, uniquement basée sur la fermeture des frontières et la répression, est dans une impasse totale qui ne peut qu'engendrer de la violence et des atteintes massives et répétées aux droits de l'Homme.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que la fermeture totale des frontières est absolument impossible et que la multiplication des obstacles à l'entrée et au séjour resteront toujours inefficaces et dérisoires au regard des mouvements qu'ils sont censés contenir et des besoins vitaux qui guident les candidats à l'immigration. Pour des centaines de milliers d'individus, fuir vers l'Occident, quelque soit les "*signaux forts*" envoyés par ce dernier pour les en dissuader, continue de représenter non seulement la seule chance de survie pour eux et leurs familles, mais aussi l'unique source de progrès pour leur village et région d'origine - tant il est avéré que les fonds envoyés par les immigrés vers leur pays d'origine constituent une forme de codéveloppement autrement plus fiable que l'aide officielle trop souvent largement détournée par la corruption.

L'Union européenne doit mettre en œuvre, sans tarder, une politique véritable d'asile et d'immigration, respectueuse des droits, de l'intégrité physique et de la dignité des personnes. Les migrants ont le droit d'être traités dans le respect des conventions internationales : les droits de l'Homme ne se divisent pas, ils s'appliquent à tous.

tures (on convoque et on arrête), multiplication des rafles sous prétexte de contrôle d'identité, malades expulsés malgré des traitements en cours, persistance de la double-peine, conditions déplorables dans les zones d'attente et les centres de rétention, création d'une police spéciale pour traquer les sans-papiers, attaques contre le regroupement familial, réduction et remise en cause de l'aide médicale d'état (AME), mise en œuvre de charters communs à différents pays européens pour organiser, à grande échelle et à moindre frais, l'expulsion d'étrangers déboutés de l'asile et/ou en situation irrégulière...

Les perspectives affichées par les gouvernements français et européens sont claires : expulsions massives et renforcement de la logique de forteresse à travers certaines mesures communes. Dans le même temps, les pays riches du Nord entendent faire appel à une immigration "*choisie*" (politique des quotas) et pouvoir sélectionner dans les pays du Sud la seule main d'œuvre dont ils ont besoin - en la reliant et en la rejetant selon les fluctuations du marché. Politique qui perpétue le pillage colonial sous d'autres formes et promeut une véritable immigration "*kleenex*" au sein de laquelle les populations du Sud sont réduites à leur seule force de travail.

## Principaux éléments revendicatifs de l'Union syndicale Solidaires

- ✓ liberté effective de circulation et d'installation des personnes.
- ✓ mise en œuvre d'une politique d'accueil digne de ce terme pour les personnes étrangères et donnant accès à une citoyenneté pleine et entière par la reconnaissance de l'égalité des droits et des devoirs.
- ✓ ratification par la France de la Convention des Nations-Unies sur "*la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur familles*".
- ✓ suppression des conditions de nationalité qui persistent dans l'accès à de nombreux droits et emplois des secteurs privés et publics hors Fonction publique d'Etat exerçant des missions régaliennes.
- ✓ droit à l'éligibilité aux Prud'hommes pour les travailleurs immigrés.

- ✓ régularisation administrative des sans-papiers.
- ✓ libération de toutes les personnes emprisonnées pour défaut de papiers et la fermeture des centres de rétention.
- ✓ abolition de la double peine.
- ✓ abrogation de toutes les lois et différentes circulaires restreignant les conditions d'accès au travail pour les demandeurs d'asile, les conditions de séjour des étudiant(e)s étrangers/eres...
- ✓ abandon de toutes les politiques visant à créer un véritable délit de solidarité à l'encontre des structures ou individus solidaires des étrangers en situation irrégulière...



## Réseau Education sans frontières : Un outil de résistance contre des pratiques honteuses

Des milliers d'enfants, de jeunes, d'adolescents vivent actuellement en France sous la menace d'une expulsion du territoire. Jusqu'à présent, une certaine "*modération*" était observée dans les décisions administratives concernant les jeunes étrangers sans-papiers scolarisés. Les préfetures rechaignaient à régulariser ceux-ci et ne délivraient que des titres "*Etudiant*" ou de simples "*APS - Autorisation provisoire de séjour*", mais elles hésitaient à les expulser. Depuis quelques mois, la donne a entièrement changé : personne n'est plus à l'abri, ni les jeunes scolarisés, ni les enfants qu'on cherche à expulser avec leurs parents.

Arrêtés dans leurs écoles, utilisés comme moyen de pression pour retrouver les familles, conduits en centre de rétention, au mépris de tout sentiment humanitaire et des conventions internationales (qui les protègent ... tous les moyens sont désormais bons pour la chasse aux sans papiers.

Dès juin 2004, des enseignants, des personnels de l'Education nationale, des parents d'élèves, des éducateurs, des collectifs, des syndicats et des organisations attachées à la défense des droits de l'homme préoccupés de la situation des sans-papiers scolarisés (de la maternelle à l'université) décidaient de la création d'un réseau de soutien nommé Education sans frontières.

De telles politiques n'aboutissent qu'à renforcer les filières de passeurs, à mettre en péril la vie des candidats à l'exil et, contrairement aux objectifs affichés, elles condamnent celles et ceux qui réussissent à passer à se fixer dans le pays d'accueil de crainte de ne plus pouvoir y revenir en cas de sortie de celui-ci.

## Imposer une autre politique

Le combat pour l'acquisition et le respect de droits égaux entre tous les travailleurs/euses est à la base même de l'existence du syndicalisme. Dans ce cadre, la lutte contre les discriminations et le racisme et pour l'égalité des droits constitue un fondement essentiel de l'action syndicale de l'Union syndicale Solidaires.

Les Français, les étrangers qui résident en France en situation régulière, les sans papiers, méritent autre chose que la peur de l'autre, les tentatives de division et au bout du compte la xénophobie à l'encontre de populations qui subsistent déjà au quotidien plus de discriminations, plus de précarité, plus de chômage que le reste de la société.

Une autre politique de l'immigration est nécessaire, urgente.

Une politique fondée sur le respect et l'égalité des droits de tous et de chacun.

## Sommet du millénaire de l'Onu : le développement attendra !

Le sommet de l'ONU du millénaire + 5, tenu en septembre, devait faire le point sur les objectifs du millénaire, adoptés en 2000, pour éradiquer la pauvreté dans le monde et décider d'un plan d'action pour rattraper le retard dans leur mise en œuvre. La Coalition "*2005, plus d'excuses*", dans laquelle **Solidaires** est impliquée, fait le constat amer que la déclaration finale de ce sommet constitue un véritable échec au regard du sursaut demandé à la communauté internationale pour la réalisation des objectifs dumillénaire pour le développement.

En particulier, l'exigence que les pays donateurs consacrent dès maintenant 0,7 % de leur PIB n'est pas retenue comme mesure immédiate. On en reste aux déclarations d'intention, sans caractère contraignant pour les pays développés d'adopter les mesures nécessaires pour réaliser enfin une promesse non tenue depuis 35 ans ! Site de la coalition : [www.2005plusdexcuses.org](http://www.2005plusdexcuses.org)

## Coordination Solidaires industrie-métallurgie

**Solidaires** se développe dans le secteur privé et en particulier dans le secteur industriel. La coordination industrie-métallurgie s'organise au plan national.

Elle a notamment pour objectif de produire des analyses, des revendications et des campagnes. C'est dans ce sens que sera organisée une journée nationale de débats autour des plans de licenciement le vendredi 16 décembre à Paris. (Pour tout renseignement : ccordination industrie-métallurgie : 05 56 55 86 14 Robert Kosman : 06 87 67 78 61

## Femmes : des droits à connaître, des droits à conquérir!

C'est le titre du guide que publie **Solidaires** : 176 pages qui passent en revue tous les aspects de la vie des femmes. Cet ouvrage est organisé autour de treize chapitres : travail, retraites, minima sociaux, politique familiale, Pacs, contraception - avortement - santé, violences, prostitution, immigration, sexualité, parité, histoire des luttes de femmes, adresses et sites utiles.

Il s'agit de faire l'état des lieux sur les droits existants, souvent méconnus ou peu respectés ; il s'agit aussi de proposer des revendications et des réflexions pour gagner une véritable égalité, dans les lois et dans les faits, entre les hommes et les femmes. (Disponible auprès des organisations de **Solidaires** à partir du début décembre).

## OMC : 10 ans, ça suffit !

C'est le titre de la campagne unitaire à laquelle participe **Solidaires**. La 6<sup>ème</sup> conférence ministérielle de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) se déroulera à Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005, dix ans après sa création. Elle vise à marquer une nouvelle étape dans la libéralisation des échanges et dans la privatisation de toutes les activités humaines. Pour mener cette campagne, tract et fiches d'explications sont disponibles sur le site de **Solidaires** (d'autres sites utiles : [www.omc10anscasuffit.org](http://www.omc10anscasuffit.org), [www.omc-hk.ouvaton.org](http://www.omc-hk.ouvaton.org), [www.confederationpaysanne.org](http://www.confederationpaysanne.org), [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org), [www.artisansdumonde.org](http://www.artisansdumonde.org)).



L'Union syndicale **Solidaires** est partie prenante, avec plusieurs dizaines d'organisations (ATTAC, CEDETIM, FCPE, LDH, MRAP...), de l'opération "*Votation citoyenne*" qui se déroulera du 5 au 11 décembre prochain. Cette mobilisation vise à faire aboutir la reconnaissance du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales. Au-delà de l'Appel unitaire reproduit ci-dessous, vous pouvez consulter le dossier complet (tract, affiche, argumentaire, bulletin de vote...) consacré à cette initiative sur le site de la Ligue des droits de l'Homme : [http://www.ldh-france.org/actu\\_nationale.cfm?idactu=1110](http://www.ldh-france.org/actu_nationale.cfm?idactu=1110).

## Appel à votation citoyenne : Tous résidents, Tous citoyens, Tous égauxVotons du 5 au 11 décembre 2005

Parmi nous, les résidents étrangers non communautaires, nos voisins, sont mis à l'écart de la participation aux élections locales alors qu'ils peuvent voter aux élections professionnelles, scolaires, associatives, syndicales...

Pourtant l'opinion publique est désormais favorable au vote des étrangers non communautaires : 56 % s'y sont déclarés favorables dans le sondage effectué en novembre 2004 à la demande de la commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH). De nombreux pays d'Europe ont accordé le droit de vote à ces résidents. Depuis 1992, les Allemands, les Britanniques, les Italiens, les Portugais... résidant en France peuvent participer à ces élections mais ni les Algériens, ni les Canadiens, ni les Chiliens, ni les Maliens, ni les Marocains, ni les Turcs...

Pourtant, le 3 mai 2000, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture une loi qui donne le droit de vote à tous les résidents étrangers pour les élections municipales, loi qui n'a

jamais été examinée par le Sénat alors que des personnalités, des partis de gauche et de droite se sont clairement prononcés en sa faveur.

Pourquoi donc maintient-on les résidents étrangers non communautaires à l'écart du droit de vote en France ? Ne sont-ils pas concernés comme nous par la vie de la cité et par le "*vivre ensemble*" ? Leur reconnaître ce droit, c'est prendre acte d'une citoyenneté qu'ils ne cessent d'affirmer par leur activité quotidienne. C'est donner plus de force à l'ensemble des acteurs et électeurs de notre rue, de notre quartier, de notre commune.

Nous vous appelons à vous exprimer en mettant un bulletin (pour ou contre) dans l'urne lors de l'opération **Votation citoyenne qui aura lieu du 5 au 11 décembre**, en répondant à la question : "*Etes-vous Pour la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales ?*"